

Bougez!

L'année 2010 aura été celle de la reprise économique et de la douche écossaise en politique intérieure. Pour 2011, il s'agit d'assurer le bon fonctionnement interne et de vaincre l'immobilisme politique. *Rudolf Stämpfli*



Photo: Silvia Opplinger

Rudolf Stämpfli est président de l'Union patronale suisse.

Nous n'avons pas lieu de nous plaindre de l'exercice 2010. Avec une progression d'environ 2,5 pour cent du PIB sur les douze derniers mois, notre situation est très avantageuse en comparaison historique et internationale. L'emploi se redresse aussi chez nous bien mieux qu'escompté. Le taux de chômage actuel reste certes trop élevé selon les critères helvétiques, mais si on le compare aux plus de 5 pour cent des prévisions antérieures, il paraît enviable. Au total, la Suisse arrive au terme de l'année en meilleure forme que la plupart des pays industrialisés.

Risques économiques persistants

Si grande que soit la satisfaction que nous inspire la reprise conjoncturelle, on ne saurait négliger sa fragilité, puisque des risques considérables continuent de peser sur l'économie mondiale.

L'énorme endettement de plusieurs Etats importants, par exemple, pourrait entraîner de nouvelles turbulences sur les marchés financiers internationaux et affecter la bonne marche de l'économie réelle. Ces dangers, qui échappent largement à notre domaine d'influence, peuvent affecter durement notre économie exigeuse et ouverte. Il est donc d'autant plus nécessaire de veiller au bon fonctionnement interne, de préserver nos atouts comparatifs et de nous donner les moyens de maîtriser les risques exogènes grâce à une politique proactive.

Douche écossaise en 2010

L'état des lieux de l'économie en fin d'année comprend aussi une évaluation politique de la situation. Celle-ci apparaît en demi-teinte, surtout au regard de l'avenir. Elle n'est pas aussi sombre que les prophètes de malheur (et guérisseurs autoproclamés) nous la dépeignent depuis des années, mais pas non plus si positive qu'elle nous permette de contempler l'avenir en toute sérénité.

Les résultats des votations populaires de 2010 ont soufflé le chaud et le froid. Le non sec opposé par le souverain en mars à l'adaptation du taux de conversion de la LPP a été suivi en septembre par une acceptation réaliste de la révision de la loi sur l'assurance-chômage. En novembre, notre satisfaction de voir l'initiative fiscale du PS balayée a été tempérée par le souci né de l'acceptation de l'initiative sur le renvoi, dont on ne sait comment elle pourra s'appliquer sans dommages collatéraux internationaux. En 2010, le Parlement aura certes repoussé diverses attaques contre des intérêts vitaux de la place helvétique. Mais suite à des alliances malsaines entre pôles politiques opposés, il a fait échouer des projets socialement importants comme la 11^e révision de l'AVS ou le train de mesures d'économies dans le domaine de la santé.

Contre l'immobilisme politique

Sur ces dossiers et quelques autres, on a déjà senti l'ombre portée des élections de 2011, et dans cette année électorale, les partis seront encore moins disposés à sacrifier leurs positions spécifiques pour faire avancer les dossiers. Ainsi donc les impératifs tactiques électoraux toujours plus envahissants des partis font qu'on ne peut désormais faire de politique prospective que trois années de législature sur quatre. Si les blocages idéologiques l'emportent aussi dans les périodes «non électorales», on verra s'accumuler les besoins de réformes au détriment de la place helvétique. D'où notre mot d'ordre au monde politique pour 2011 et au-delà: bougez! ■